

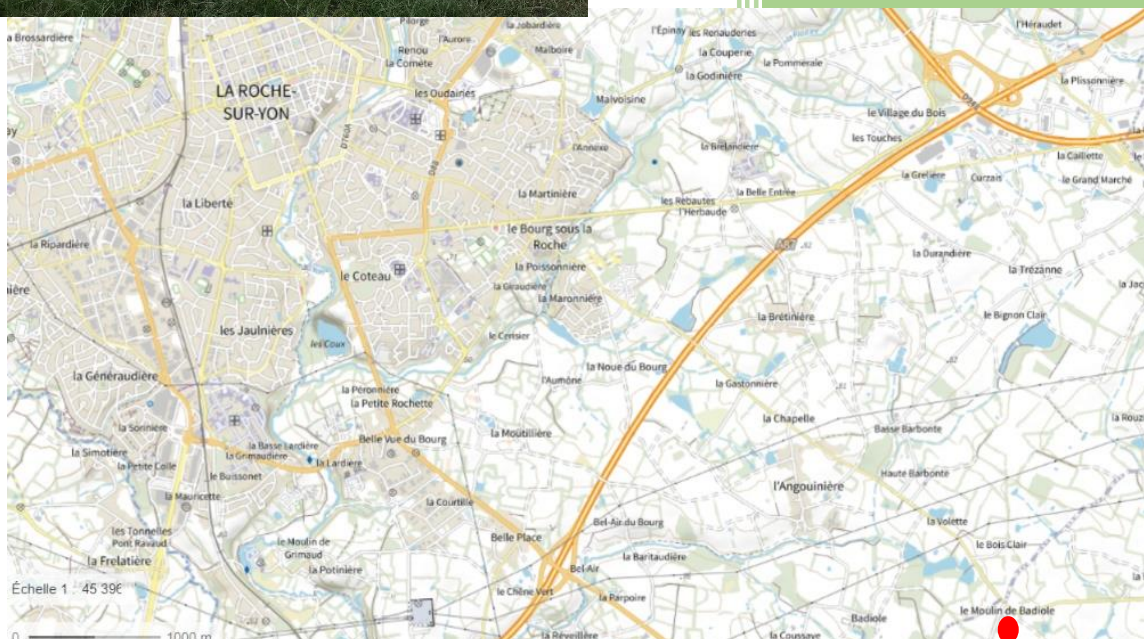
Maître d'ouvrage :

GAEC LES VENTS

***Siège d'exploitation : Le Moulin de Badiole  
85310 Rives de L'Yon, ST Florent des Bois***

# Pré études technique et réglementaire

## PROJET DE RESERVE EN EAU



## Table des matières

Identification de l'exploitation .....	3
2 Objet du dossier : .....	3
2.1 Le Projet.....	3
2.2 Motivation .....	3
2.3 Situation géographique .....	4
2.4 Contexte réglementaire .....	6
2.5 Caractéristiques du projet.....	7
2.6 Approche économique .....	8
2.7 Urbanisme .....	8
3 Contexte environnemental .....	10
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau. ....	10
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation .....	10
3.2 Situation géologique et morphologique .....	11
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique.....	12
3.3.1 Les ZNIEFF .....	12
3.3.2 Natura 2000.....	13
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire .....	14
3.4 Les zones humide .....	15
3.5 Environnement proche.....	16
3.5.1 Habitation.....	16
3.5.2 Périmètre eau potable :.....	16
3.6 Servitudes .....	16
3.7 Zones de présomption archéologique.....	17
4 Le SDAGE et le SAGE.....	17
5. Conclusion .....	19

## Identification de l'exploitation

GAEC Les Vents  
Le Moulin de Badiolle  
85310 ST Florent des Bois

SAU : 175 ha  
UTH :2

L'exploitation compte aujourd'hui un troupeau de 100 vaches allaitantes.  
Production de 35ha de maïs fourrage, 50 ha de céréales à paille (blé, triticales), 80 ha de prairies, 15 ha de luzerne.

## 2 Objet du dossier :

### 2.1 Le Projet

Le projet consiste créer une réserve d'eau d'un volume de 30 à 35 000 m<sup>3</sup> d'eau. Le remplissage s'effectuera sur la période hivernale (1<sup>er</sup> novembre au 31 Mars) et en prenant en compte les jours TSAR. Le remplissage de la retenue s'effectuera par un prélèvement en cours d'eau.  
Le projet se situe au lieu-dit le Bois Clair sur la commune de la Roche sur Yon.

### 2.2 Motivation

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 35 000 m<sup>3</sup>.

L'exploitation est aujourd'hui déjà irriguant avec à sa disposition un volume d'eau de 42 000 m<sup>3</sup> qui permet de sécuriser une partie du fourrage nécessaire au cheptel allaitant. L'installation d'un jeune dans le GAEC couplé à la reprise de nouvelles terres pousse la structure à augmenter son volume d'eau disponible. Un accès à l'eau supplémentaire va permettre d'assurer dans un premier temps l'autonomie fourragère de l'exploitation et dans un second temps augmenter les surfaces de luzerne afin de réduire l'achat de protéines pour les rations.

Les coûts d'aliments étant en forte hausse ces dernières années, l'exploitation souhaite gagner en autonomie alimentaire et protéique afin de maintenir son cheptel allaitant. Avec un volume d'eau suffisant l'exploitation pourra également envisager l'irrigation d'une partie de ses céréales à paille dans l'optique de gagner en rendement mais également en qualité.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'été. L'emplacement du projet a été orienté par sa proximité avec le parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi si que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage

## 2.3 Situation géographique

Le projet se situe sur la commune de la Roche sur Yon, dans le département de la Vendée en région Pays de la Loire.

La Roche sur Yon est chef-lieu du département de la Vendée, elle fait partie des principales villes du département mais conserve un ancrage rural et agricole sur sa périphérie. La commune s'étend aujourd'hui sur près de 88 km<sup>2</sup>.

Administration	
<b>Pays</b>	 France
<b>Région</b>	Pays de la Loire
<b>Département</b>	Vendée (préfecture)
<b>Arrondissement</b>	La Roche-sur-Yon (chef-lieu)
<b>Intercommunalité</b>	La Roche-sur-Yon- Agglomération (siège)
<b>Maire</b>	Luc Bouard (Horizons)
<b>Mandat</b>	2020-2026
<b>Code postal</b>	85000
<b>Code commune</b>	85191
Démographie	
<b>Gentilé</b>	Yonnais
<b>Population municipale</b>	55 147 hab. (2019 ▲)
<b>Densité</b>	628 hab./km <sup>2</sup>
Géographie	
<b>Coordonnées</b>	 46° 40' 10" nord, 1° 25' 07" ouest
<b>Altitude</b>	68 m Min. 32 m Max. 94 m
<b>Superficie</b>	87,79 km <sup>2</sup>
<b>Type</b>	Commune urbaine
<b>Unité urbaine</b>	La Roche-sur-Yon (ville isolée)
<b>Aire d'attraction</b>	La Roche-sur-Yon (commune-centre)



### Coordonnées géographiques :

Latitude : 46.639947 °

Longitude : -1.349023°

Altitude moyenne du site 72 m NGF

### Coordonnées cadastrales :

Le Bois Clair

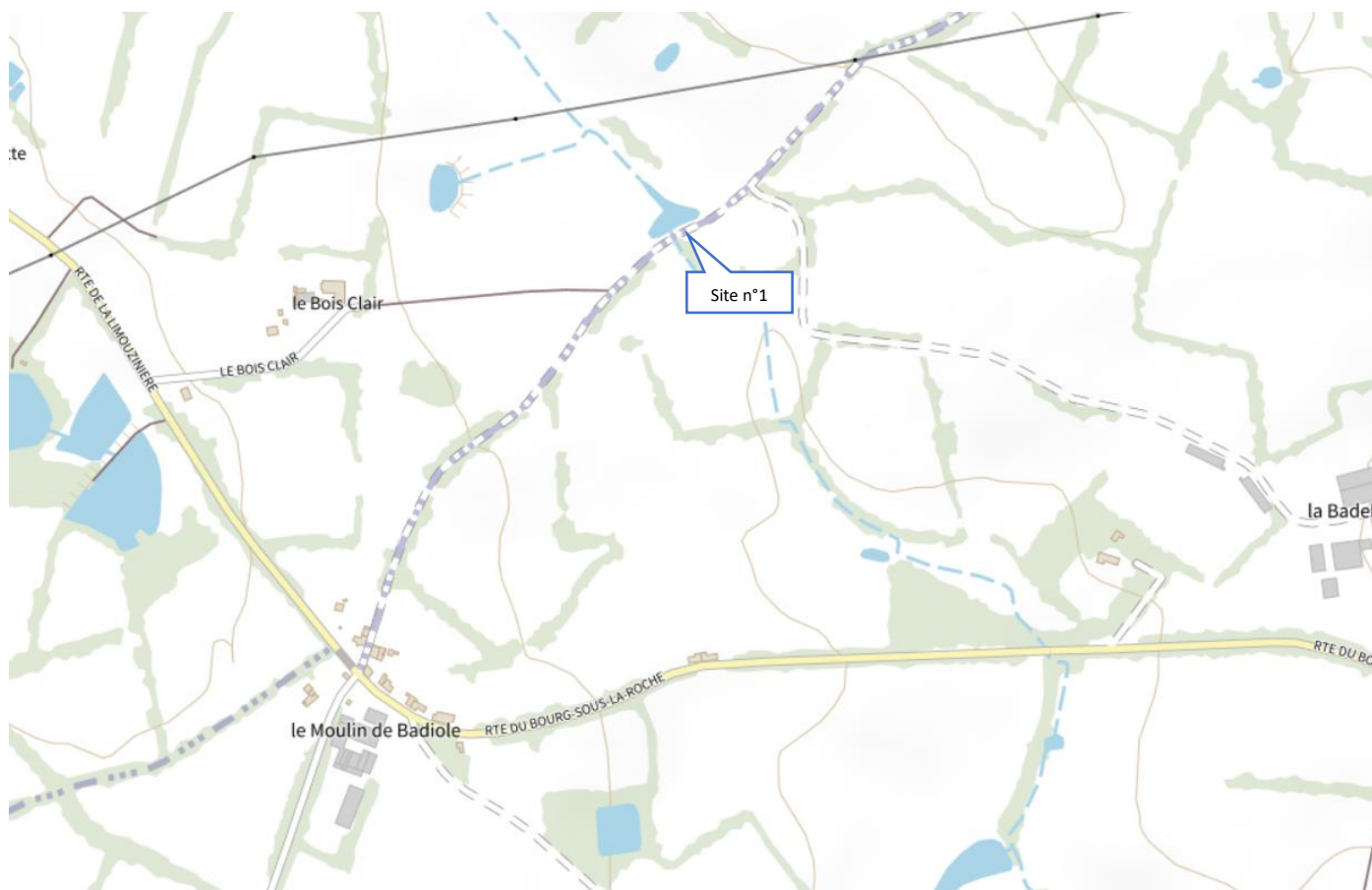
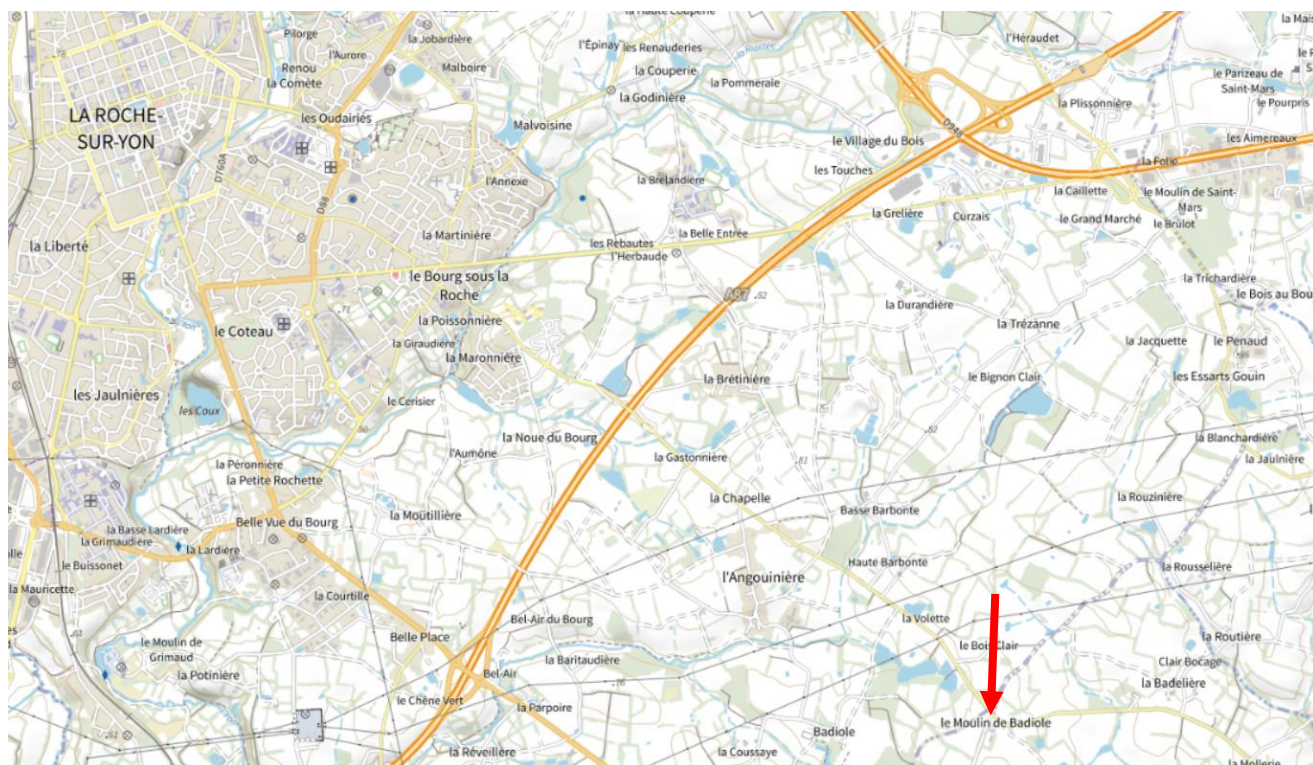
85000 La Roche sur Yon

**Site hydrométrique – N330 4120 : Le Marillet à St Florent des Bois**



*Localisation du projet :*

**L'exploitation compte aujourd'hui 1 site potentiel pour la réalisation de son ouvrage.**



## 2.4 Contexte réglementaire

Sage Bassin du Lay	Le SAGE du Lay se situe en ZRE. Le SDAGE voté en comité de bassin fin 2015, définit le cadrage des nouveaux prélèvements hivernaux. Le sous-bassin du Marillet amont montre des possibilités de création de stockage avec remplissage hivernal.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet présenté ne se superpose pas à une zone humide.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Procédure soumise à déclaration
3.1.2.0 Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Un fossé de 3 à 4 m sera créé pour l'installation de pompage sur cours d'eau, afin de ne pas faire obstacle à l'écoulement. Procédure soumise à déclaration
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux  Le projet est inclus dans l'attribution des volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume.  Après consultation de l'attributaire de débit 27 l/s sont disponible sur le bassin versant ce qui permettra d'assurer le remplissage de la retenue.

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable de travaux.

## 2.5 Caractéristiques du projet

La futur retenue les parcelles :

Site n°1 :0019 section YE

L'emprise sera en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux.

**Site n°1 :**

Le projet consiste à agrandir un étang existant.





## 2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

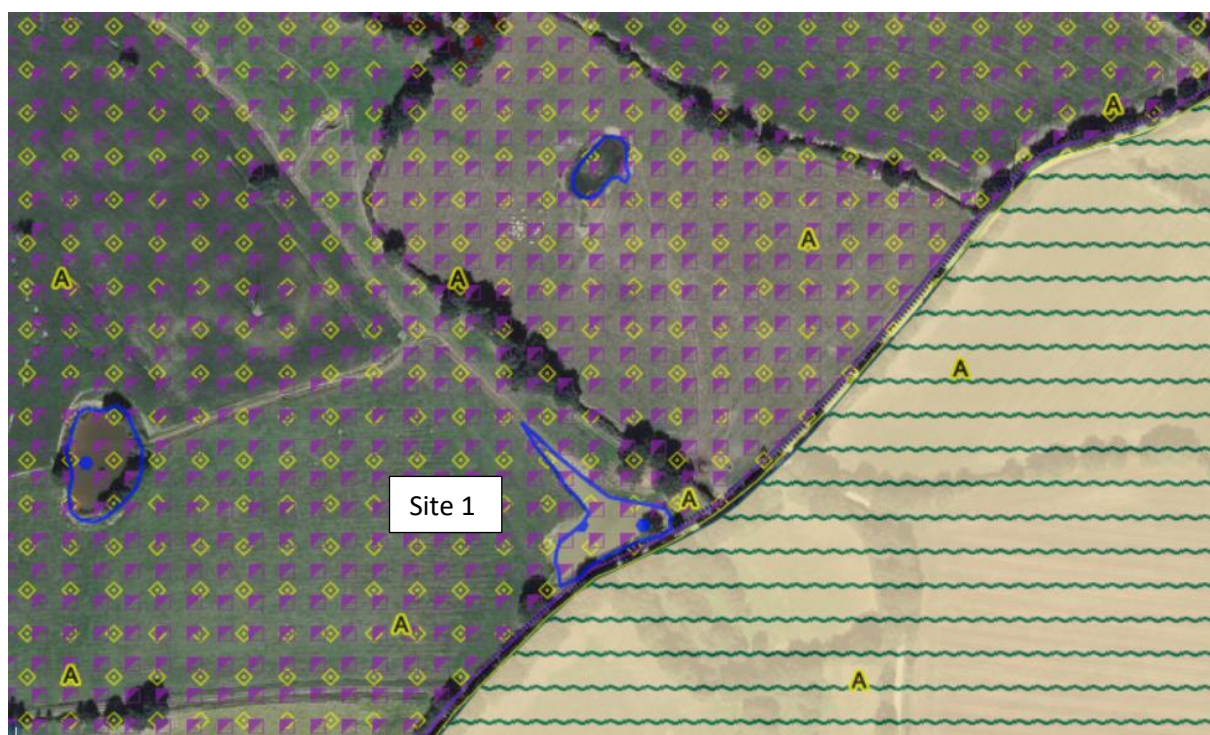
Le but du projet est d'assurer l'autonomie fourragère et protéique de l'exploitation qui aujourd'hui représente une charge importante pour l'exploitation. La hausse des rendements de culture céréalière permettra d'augmenter la marge brute de la structure.

## 2.7 Urbanisme

Une déclaration préalable ou un permis d'aménager sera à réaliser au titre du Code de l'urbanisme. Les études techniques permettront de déterminer précisément la superficie du projet en fonction du volume visé et donc de la procédure à appliquer. S'il s'avère que la surface sera inférieure à 2 ha, une déclaration préalable sera déposée. Si la surface sera définie à plus de 2 ha, un permis d'aménager sera déposé.

Les trois sites visés par l'exploitant se situent en zone A autorisant ce type de travaux à vocation agricole.

### Site 1 :





*Extrait du règlement :*

Les zones agricoles sont dites « **zones A** ». Peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A. Est également autorisé, en application du 2° de l'article R.123-12, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.

#### **A.2.1 - Dispositions générales**

Sont autorisées sous réserve qu'elles ne puissent constituer un préjudice au développement des exploitations agricoles définies au Code Rural ni porter atteinte à l'environnement, et sous réserve du respect des conditions de distances réglementaires :

- les constructions directement liées et nécessaires à l'exploitation agricole
- les maisons d'habitations directement liées à une exploitation agricole ainsi que les extensions d'habitations existantes et les annexes sans aboutir à la création d'un second logement.
- Les installations classées liées à l'exploitation agricole sous réserve d'être distantes de plus de 100 m des limites des zones destinées à l'habitat.
- Les reconstructions après sinistre, à condition que la destination et l'affectation du bâtiment ne soient pas changées, pendant une durée de 5 ans après le sinistre.(article L. 111-3 du Code de l'Urbanisme)
- Les installations et constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sous réserve de leur intégration dans l'environnement, en particulier :
  - Les installations, équipements et constructions nécessaires à la gestion et à l'exploitation des routes et autoroutes, et aires de service et de repos,
  - Les constructions et équipements d'infrastructures et de superstructures nécessaires à l'exploitation du chemin de fer ainsi que les installations et dépôts à réaliser par ses concessionnaires,
  - Les équipements d'infrastructures (château d'eau éolienne, station de pompage, relais hertzien, ligne de transport ou de distribution et transformateur d'électricité, etc.)
  - Les installations, équipements et constructions nécessaires au fonctionnement des services publics liés à la zone,
  - Les équipements nécessaires à l'exploitation et à la gestion des voiries et des réseaux,
  - Les aménagements légers de découverte liés aux sentiers de randonnée.
- Les carrières, affouillements et exhaussements de sols liés et nécessaires aux activités autorisées dans la zone.
- Les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique
- les équipements et installations d'intérêt général ainsi que les affouillements et exhaussements du sol rendus nécessaires pour ces équipements
- le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement, en application de l'article L. 123-3-1, pour un usage d'habitation ou d'artisanat sous réserve du respect des prescriptions inscrites dans la fiche de protection (en annexe).

## 3 Contexte environnemental

### 3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.

La commune de la Roche sur Yon est située dans le bassin versant du Lay classé en ZRE, pour le projet présenté.

L'alimentation par interception des eaux de surface devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne.

*Source station météo France à la Roche sur Yon*

	janv	fev	Mars	avr	Mai	Juin	juil	Août	Sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen Précipitation	96.8	70.9	65	70.7	58.2	42.6	51.2	44.5	70.6	104.1	108.6	97.5	880.7

Le remplissage de la retenue se fera par cours d'eau

Le remplissage se fera en période hivernale (1<sup>er</sup> novembre-31 mars)

**Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire**

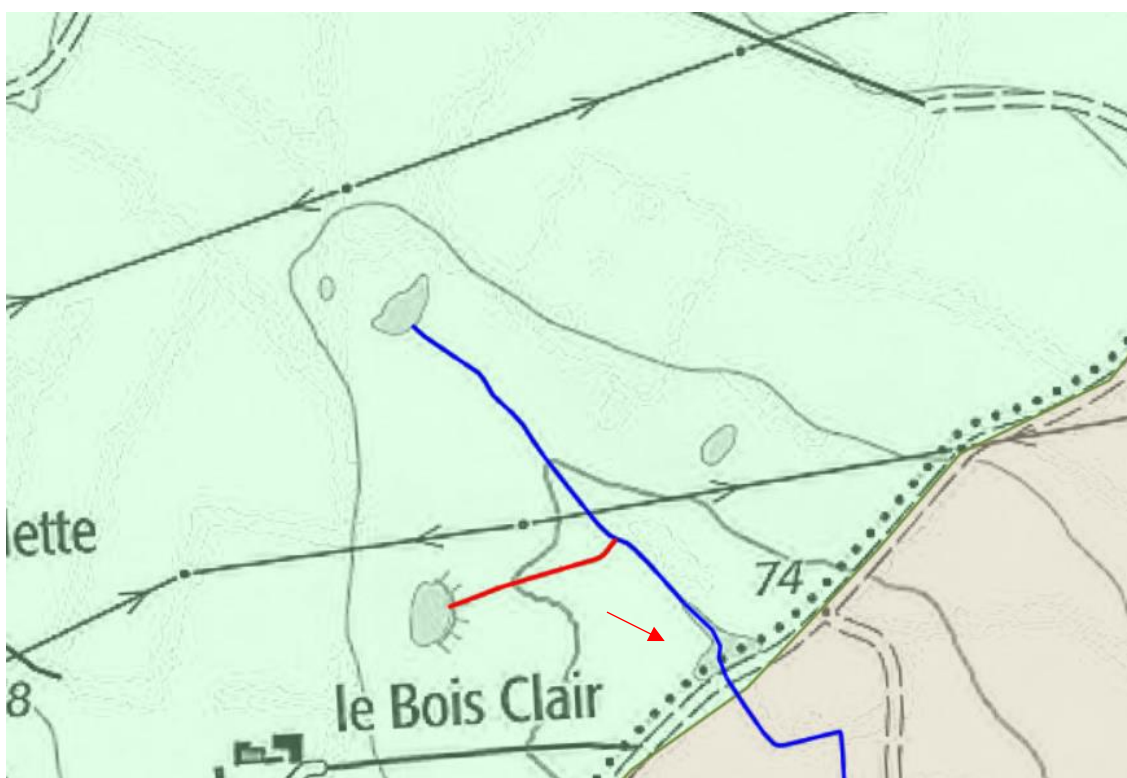
#### 3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation

**Après consultation de l'attributaire de débit (DDTM) il s'avère que 27l/s sont disponible pour le remplissage de la retenue.**

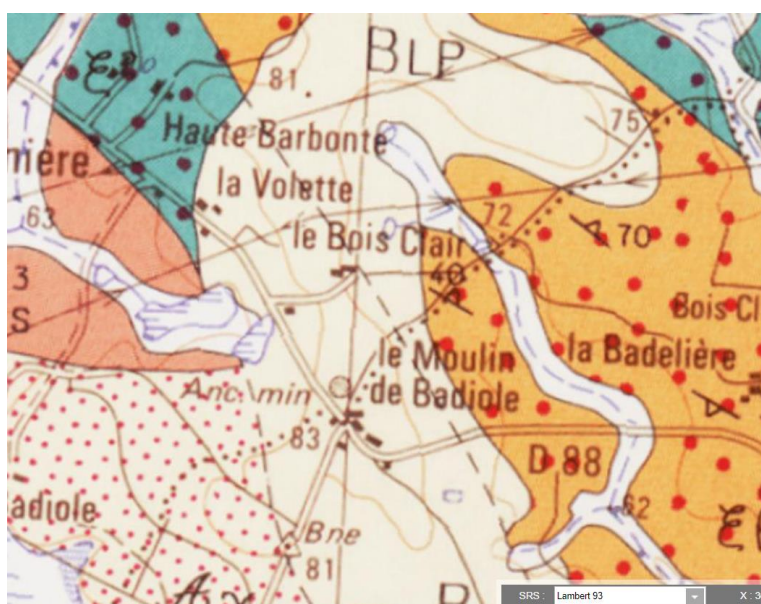
Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1<sup>er</sup> novembre au 31 Mars. En dehors de cette période, les eaux de ruissellement seront dévoyées vers un fossé de contournement permettant la déconnexion de la retenue et le milieu. Le pompage sera stoppé une fois la période de remplissage terminée.

L'ouvrage sera équipé d'échelle limnimétrique et de compteur afin de s'assurer du volume stocké durant le remplissage de l'étang.

## Cours d'eau police de l'eau.



### 3.2 Situation géologique et morphologique



Site 1

Nom de la carte	Notation	Description
LA ROCHE SUR YON	Fz-C	Alluvions récentes et actuelles, colluvion de fond de vallon : Graviers sables et limons argileux

Une étude technique sera faite afin de cibler les quantités de matériaux ainsi que leur qualité, le gonflement/retrait et porosité, nécessaire à la réalisation du futur ouvrage.



### 3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

#### 3.3.1 Les ZNIEFF



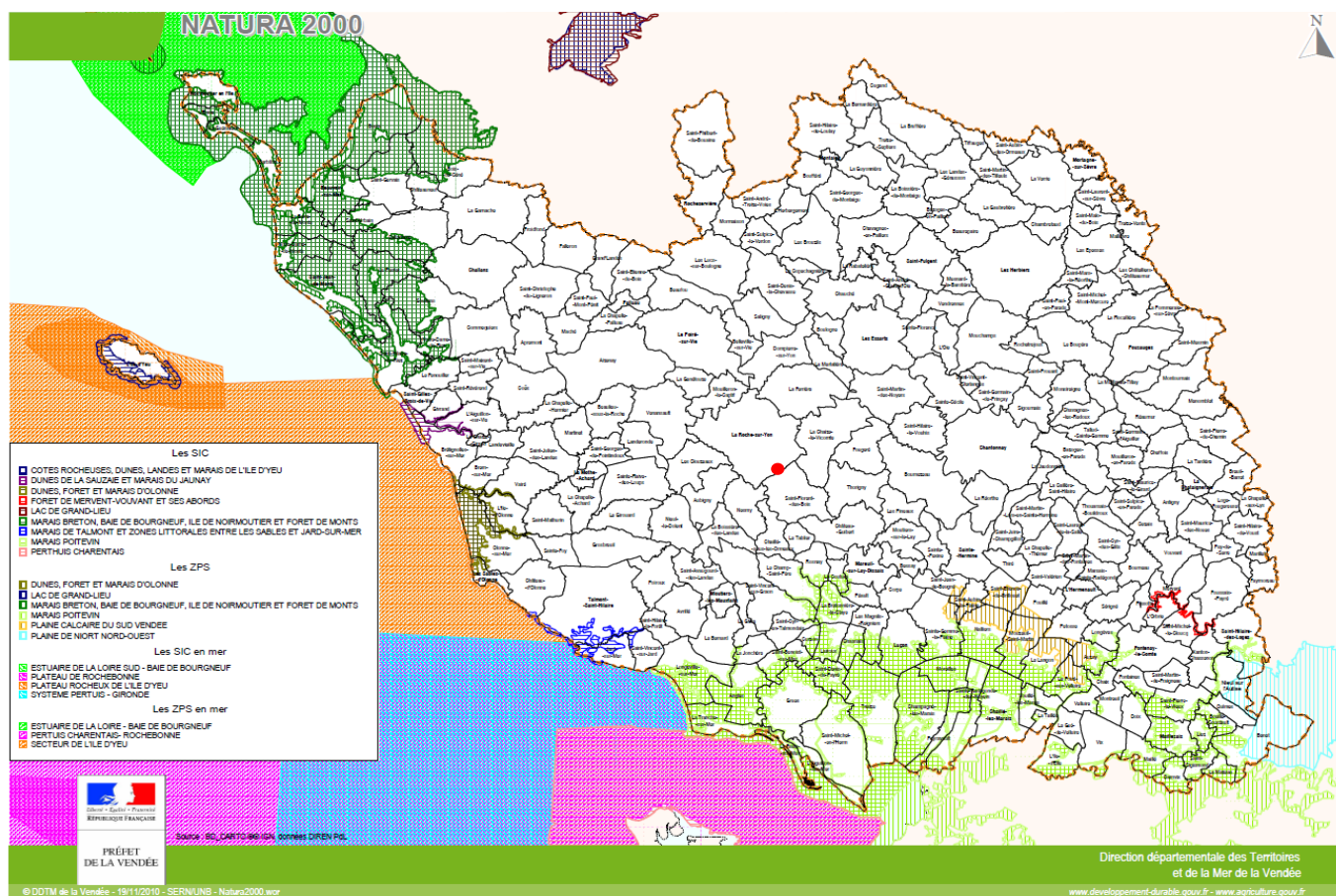
**Le site projet se trouve à plus de 600 m d'une ZNIEFF de type 1 (520616310- Bois de Badiolle)**



**Le site 1 se superpose à une ZNIEFF de type 2 (520005759 zones de bois et bocage à l'est de la Roche sur Yon)**

Malgré la présence d'une ZNIEFF celle-ci ne remet pas en cause le projet. L'intégration paysagère du site sera un critère important et aucune haie ou arbre sera abattue dans le cadre du projet.

### 3.3.2 Natura 2000



Le projet se situe à plus de 12km de la zone Natura 2000 la plus proche. **FR 5400446 Marais Poitevin**

**Caractéristiques du site :**

Vaste complexe littoral et sublittoral sur alluvions fluvio-marines quaternaires et tourbes s'étendant sur 2 régions administratives et 3 départements. Ensemble autrefois continu mais aujourd'hui morcelé par l'extension de l'agriculture intensive en 3 secteurs et compartiments écologiques principaux :

- une façade littorale centrée autour des vasières tidales et prés salés de la Baie de l'Aiguillon, remplacées vers le nord par des flèches sableuses (Pointe d'Arcay) ou des cordons dunaires (Pointe de l'Aiguillon) et au sud par les falaises calcaires ;
- une zone centrale, caractérisée par ses surfaces importantes de prairies naturelles humides saumâtres à oligo-saumâtres, inondables ("marais mouillés") ou non ("marais desséchés") parcourues par un important réseau hydraulique ;
- une zone "interne" (la "Venise verte") sous l'influence exclusive de l'eau douce et rassemblant divers milieux dulcicoles continentaux : forêt alluviale et bocage à Aulne et Frêne, fossés à eaux dormantes, bras morts, plus localement, bas-marais et tourbières alcalines.

Des affleurements calcaires existent également en périphérie du site et sous forme "d'îles" au milieu des marais. Malgré les hiatus spatiaux séparant désormais ces 3 secteurs, ceux-ci restent liés sur le plan fonctionnel, plus ou moins étroitement selon les groupes systématiques concernés (Ex: liaisons entre les vasières littorales servant de zones de repos et les prairies saumâtres utilisées comme zones de gagnage)

Se rajoutent les vallées des cours d'eau alimentant le marais : vallées du Lay, de la Vendée, de l'Autize, de la Guirande, de la Courance, du Mignon et du Curé.



Nota : les vallées de la Guirande, de la Courance et du Mignon ont été rajoutées lors de l'extension du site en décembre 2003.

#### **Vulnérabilité :**

Le Marais Poitevin est soumis depuis les trois dernières décennies à des facteurs négatifs ayant entraîné des altérations majeures de son fonctionnement et un appauvrissement de sa valeur biologique :

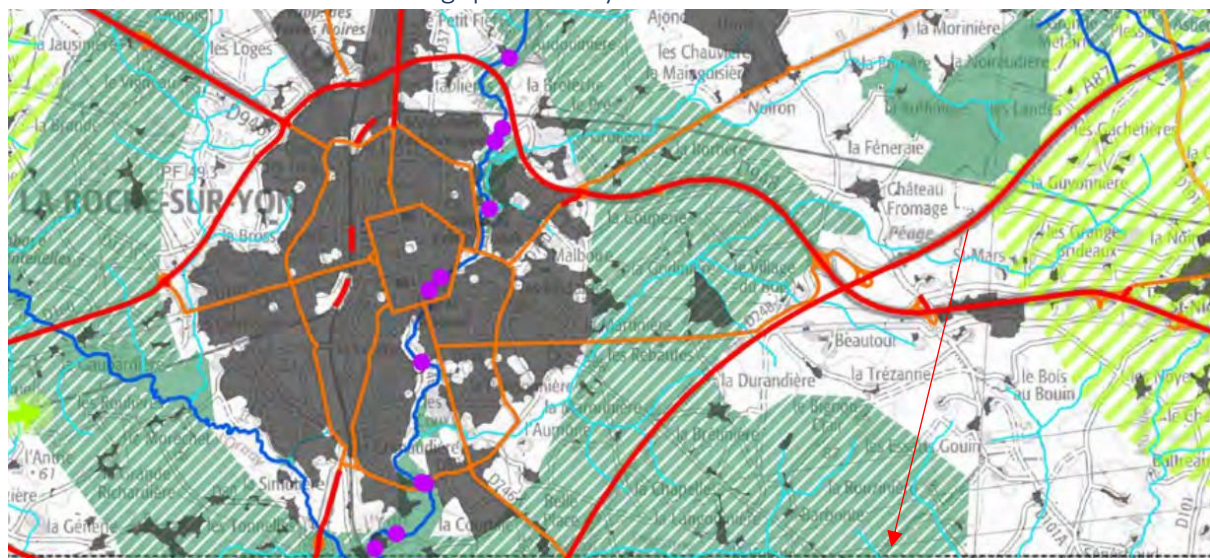
- mutation des pratiques agricoles : transformation des prairies naturelles humides en cultures céréalières intensives (plus de 50% des prairies reconverties entre 1970 et 1990) ;
- modifications du régime hydraulique : remodelage des réseaux et multiplication des ouvrages hydrauliques visant à accélérer le drainage des parcelles pour libérer toujours plus de surfaces cultivables, baisse générale du niveau des nappes, artificialisation du fonctionnement hydraulique, altération de la qualité des eaux (intrants d'origine agricole favorisant l'eutrophisation des eaux) etc ;
- multiplication des infrastructures linéaires (routes, transports d'énergie) et du bâti entraînant une fragmentation des espaces naturels qui nuit à leur fonctionnalité etc .

#### **Qualité et importance :**

Une des zones humides majeures de la façade atlantique française satisfaisant à plusieurs critères définis par la convention de RAMSAR relative aux zones humides d'importance internationale (R3A : présence simultanée de plus de 20000 oiseaux d'eau ; R3C : plus de 1% de la population de plusieurs espèces en périodes de reproduction, migration ou hivernage) :

- premier site français pour la migration pré-nuptiale de la Barge à queue noire et du Courlis corlieu ;
- site d'importance internationale pour l'hivernage des Anatidés et des limicoles (l'un des principaux sites en France pour le Tardorne de Belon et l'Avocette élégante) ;
- site important en France pour la nidification des Ardéidés, de la Guifette noire (10% de la population française), de la Gorgebleue à miroir blanc de Nantes (*Luscinia svecica namnetum*), du Vanneau huppé et de la Barge à queue noire (15-20%) ;
- site important pour la migration de la Spatule blanche

### 3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.



Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleu sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigus

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique.

La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

**Les parcelles projets se situent dans une sous-trame bocagère, le projet nécessite donc l'implantation de haie afin de favoriser et de maintenir le paysage de bocage du secteur.**

### 3.4 Les zones humides

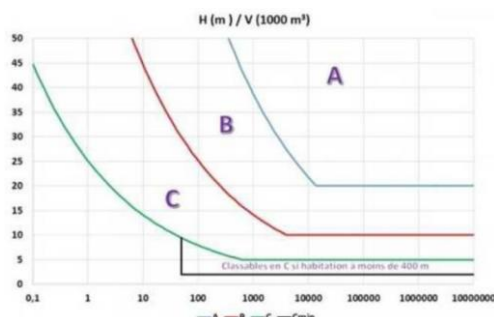


Selon la carte zone humide du SAGE du Lay seul l'emprise des étangs existants est considérée comme zone humide. **Le détail de sondages se trouve en annexe du cas par cas.**

## 3.5 Environnement proche

### 3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le volume hors sol de la retenue sera inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>.**



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que  $K > 20$ . Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieures à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de m<sup>3</sup> et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement. Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage. Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence.

Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

### 3.5.2 Périmètre eau potable :

Le projet ne se superpose pas au périmètre pas au périmètre d'AEP le plus proche, le barrage de Moulin Papon Le barrage de Moulin Papon se situe à plus de 7.5 km du projet.

## 3.6 Servitudes

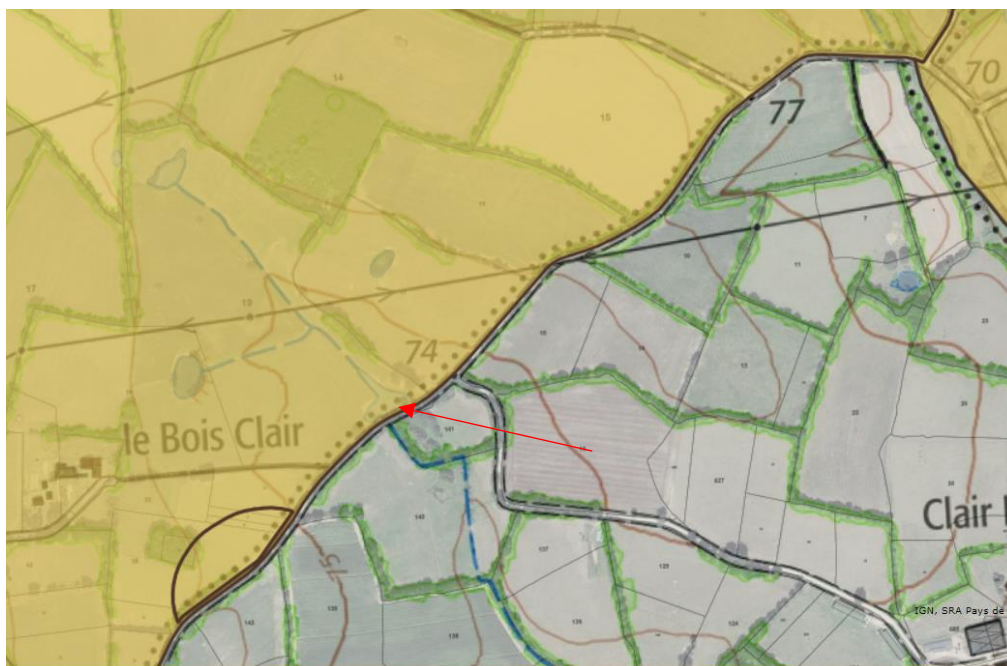
Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

### Site n°1 :

Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tél. Urgence	◆ Fax Urgence	◆ Tel. Endom.
S	ELEC HORS TBT	—	ENEDIS-DRPDL-PAYS DE LA LOIRE	27091	EVREUX CEDEX 9	0181624701		0176614701
S	ELEC HORS TBT	AER	CHEZ PROTYS P0100	27091	EVREUX CEDEX 9	0678420778		0678420778
S	ELEC HORS TBT	—	RTE GMR ATLANTIQUE CHEZ PROTYS P0165	27091	EVREUX CEDEX 9	0678420778		0678420778
S	ELEC HORS TBT	—	Ville de la Roche-sur-Yon	85021	LA ROCHE SUR YON	0609718742	0000000000	0609718742
S	FIBRES & ELEC TBT	—	Ville de la Roche-sur-Yon	85021	LA ROCHE SUR YON	0609718742	0000000000	0609718742
NS	ASSAIN	—	SUEZ EAU FRANCE P0272 CHEZ PROTYS	27091	EVREUX CEDEX 9	0977401116		0977401115

### 3.7 Zones de présomption archéologique.

**Site n°1 :**



Selon l'atlas des patrimoines, le site 1 se superpose à une zone de présomption archéologique. La DRAC sera consultée au titre de l'archéologie préventive.

## 4 Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

Le comité de bassin a adopté le 3 MARS 2022 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.



Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

### **Règlement du SAGE du Lay :**

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

**L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY**

## **5. Conclusion**

Le projet d'agrandissement de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Aux vues des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires permettant sa mise en œuvre.

Des prospections (végétation+pédologie) ont été effectuées sur les parcelles projets pour définir précisément la présence de zone humide. Le projet visera à ne pas impacter de zone humide.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques.